



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Projet de loi de finances

Question au Gouvernement n° 1195

Texte de la question

PROJET DE LOI DE FINANCES

Mme la présidente . La parole est à M. Philippe Lottiaux.

M. Philippe Lottiaux . Monsieur le premier ministre, les promesses n'engagent que ceux qui les entendent. De cette phrase, vous avez fait votre leitmotiv. « Il est urgent de continuer à dépenser moins [...]. Le gouvernement présente le budget qu'il estime souhaitable. Le Parlement l'examine, le discute, le modifie. C'est sa liberté. Et, sans 49.3, sans majorité absolue, le Parlement aura le dernier mot. » Tels étaient vos propos dans votre déclaration de politique générale. C'était donc un mensonge. Ou alors, était-ce docteur Sébastien qui parlait, sans savoir que mister Lecornu dégainerait piteusement, quelque temps plus tard, un 49.3 ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

En fait, est arrivé ce qui devait arriver, car de votre fameuse « méthode », vous n'avez que le discours. Vous n'avez pas écouté vos oppositions. Vous avez notamment rejeté toutes nos propositions d'économie pour une meilleure justice fiscale ou pour le pouvoir d'achat des Français et vous terminez par une danse du ventre coûteuse pour éviter la censure des socialistes. Tout ça pour ça...

Mais évidemment, vous n'êtes comme d'habitude responsable de rien ! Si vous reniez vos promesses, c'est à cause des autres, déplorez-vous tel un Calimero roi ou le roi des Calimero, notamment à cause du Rassemblement national, qui n'est vraiment pas gentil. C'est pourtant sans surprise que nous nous sommes opposés à un mauvais budget, sans économies structurelles, avec des dépenses en plus, avec des hausses d'impôts pour les Français comme pour nos entreprises et avec une dette à la dérive, d'autant que votre incapacité chronique à redresser la barre inquiète nos prêteurs et fait s'envoler les taux qui nous sont consentis. Car vos tergiversations ont une conséquence : la voix de la France devient inaudible. En témoigne votre incapacité à vous faire respecter de l'Europe, qui piétine allègrement notre souveraineté sans aucune réaction de votre part.

Oui, soit vous avez menti, soit vous avez échoué. Dans les deux cas, cela illustre l'état de blocage dans lequel vous avez mis le pays avec vos petites *combinazione* de juin 2024, mais aussi la nécessité de retourner devant les Français au plus vite.

M. Erwan Balant . Quelle est la question ?

M. Philippe Lottiaux . Alors ma question est simple : allez-vous, dans un geste qui joindrait le sens de l'intérêt général à l'élégance gaullienne, tirer les conséquences de votre échec et présenter la démission de votre gouvernement ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de l'action et des comptes publics.

Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics. Vous appartenez à un groupe politique qui s'est mis hors jeu dès le coup d'envoi de ce budget : hors jeu parce qu'avec La France insoumise, vous avez voté 34 milliards de hausses d'impôts. (*Protestations sur les bancs du groupe RN.*)

M. Laurent Jacobelli . C'est faux !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Hors jeu parce que vous avez, avec La France insoumise, parié sur l'échec de ce budget et sur l'instabilité. Alors devant vous, je n'ai aucun état d'âme : oui, avec le premier ministre, nous avons fait le choix de nous tourner vers des partis de gouvernement qui ont souhaité que le pays avance, là où vous souhaitiez non seulement qu'il n'avance pas, mais qu'il échoue – le pays, comme le budget. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.*)

M. Thierry Tesson . C'est vous les saboteurs !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Et ces partis de gouvernement, je les regarde...

M. Hervé de Lépinau . Ils ne sont jamais là ! Ils ne siègent jamais !

M. Thierry Tesson . Absentéistes ! Ils ne sont jamais là. Vous n'avez pas d'amis.

Mme Amélie de Montchalin, ministreet je sais que ce budget est le fruit, pour certains d'entre eux, notamment dans ma famille politique,....

M. Emeric Salmon . Les copains et les coquins.

Mme Amélie de Montchalin, ministrede concessions très importantes, très difficiles, consenties pour l'intérêt général, deux mots qu'aucun de vos votes ne reflète et que vous ne connaissez pas : vous connaissez vos intérêts partisans et vos intérêts personnels. (*Protestations sur les bancs du groupe RN.*)

Les partis qui sont devant moi, les groupes qui se sont engagés dans ce travail ont, eux, fait ces concessions pour le pays.

M. Philippe Lottiaux . Ils ne viennent pas !

Mme Caroline Parmentier . Ils ne sont jamais là !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . S'il y a un budget, qui permettra d'éviter des hausses d'impôts pour les ménages, les TPE, les PME, les artisans et les commerçants, ce n'est pas grâce à vous ni à nous, mais grâce aux députés Renaissance, Modem, Horizons, les Républicains, LIOT et socialistes. (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe RN.*)

Ces députés ont fait le choix de l'intérêt général, du compromis et de la stabilité.

M. Laurent Jacobelli . Bravo ! La stabilité dans la médiocrité !

Mme Amélie de Montchalin, ministre . Les Français le savent et le sauront. Le déficit sera à 5 % et ils verront que vous, vous avez travaillé pour vous et jamais pour les Français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, Dem et HOR.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Lottiaux](#)

Circonscription : Var (4^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1195

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Action et comptes publics

Ministère attributaire : Action et comptes publics

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 21 janvier 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 21 janvier 2026